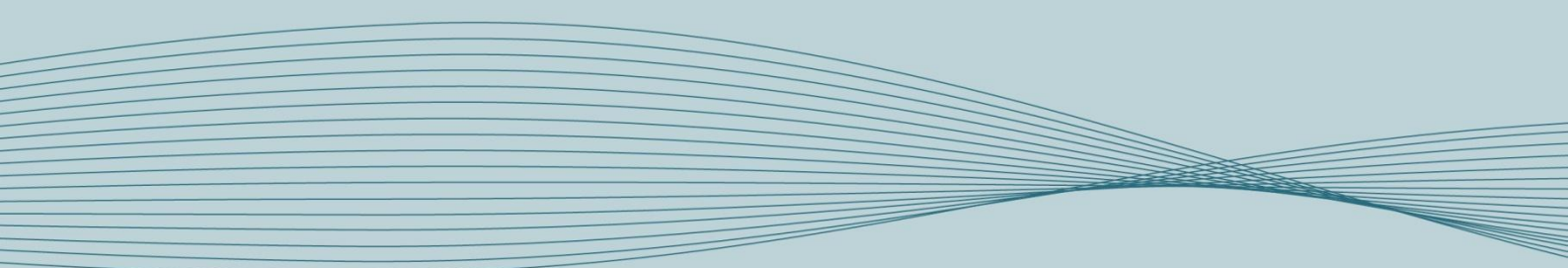




# LA BALANCE DES PAIEMENTS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

**RAPPORT ANNUEL**

**2013**



# INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

**Agence de Polynésie française**

21, rue du Docteur Cassiau  
98713 Papeete  
Tél. +689 40 50 65 00  
Fax +689 40 50 65 03

**Siège social**

164, rue de Rivoli - 75001 Paris  
Tél. +33 1 53 44 41 41  
Fax +33 1 44 87 99 62



# SOMMAIRE

|     |                                                          |    |
|-----|----------------------------------------------------------|----|
| 1   | LA BALANCE DES PAIEMENTS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ..... | 3  |
| 1-1 | Synthèse .....                                           | 3  |
| 1-2 | Compte de transactions courantes .....                   | 4  |
| 1-3 | Compte financier .....                                   | 10 |
| 2   | LES TABLEAUX STATISTIQUES .....                          | 13 |
| 3   | LA MÉTHODOLOGIE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS .....        | 16 |
| 3-1 | Principes généraux.....                                  | 16 |
| 3-2 | Concepts et définitions clés .....                       | 17 |
| 3-3 | Sources statistiques .....                               | 18 |
| 3-4 | Principales rubriques de la balance des paiements .....  | 19 |

## Encadrés

|                                                                                                 |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Encadré 1 - Les versements publics nets .....                                                   | 9  |
| Encadré 2 - Les révisions des données de la balance des paiements des années 2011 et 2012 ..... | 12 |



# 1

## LA BALANCE DES PAIEMENTS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

### 1-1 Synthèse

L'économie polynésienne, toujours fragile et sans véritable souffle, n'a pu retrouver en 2013 le chemin de la croissance. Le chiffre d'affaires déclaré par les entreprises locales soumises à la TVA baisse de nouveau mais moins fortement qu'en 2012 (-0,7 %, après -1,2 % en 2012), tout comme l'emploi salarié (-1,2 %, après -2,5 % en 2012).

Les interventions de l'État (versements de salaires aux fonctionnaires, transferts aux collectivités locales, etc.) continuent de contribuer au maintien de l'excédent des transactions courantes. Après avoir chuté en 2012 (-28,9 %), il s'améliore de 11,6 % et atteint 14,8 milliards de F CFP en 2013, grâce à la contribution des transferts courants et des revenus.

Le déficit des échanges de biens se dégrade en revanche à 146,7 milliards de F CFP, en raison de la hausse plus importante des importations relativement aux exportations, suite à l'acquisition d'un nouvel avion par la compagnie aérienne Air Tahiti et d'un navire reliant Moorea et Tahiti (Aremiti Ferry 2).

L'excédent des services se replie malgré les bons résultats du tourisme. En 2013, les recettes touristiques s'inscrivent en hausse de 1,2 % et s'élèvent à 41,2 milliards de F CFP. Elles concentrent 37 % des recettes de biens et services de la Polynésie française.

Le compte financier fait apparaître des sorties nettes pour un montant de 18,7 milliards de F CFP, après avoir enregistré des entrées nettes de 2,2 milliards de F CFP en 2012. Les entrées nettes des investissements directs ne permettent pas de compenser les sorties nettes des « autres investissements ». Ces derniers, qui englobent toutes les opérations de dépôts et de crédits vis-à-vis de l'extérieur de la part de l'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM), des administrations publiques, du système bancaire et des « autres secteurs » (entreprises et ménages) se soldent par des sorties nettes de 21 milliards de F CFP en 2013.

**Tableau 1** Principaux postes de la balance des paiements (soldes)

| En millions de F CFP                                                     | 2011 (1)       | 2012 (1)       | 2013           |
|--------------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| <b>Compte des transactions courantes (I) dont</b>                        | <b>18 634</b>  | <b>13 248</b>  | <b>14 783</b>  |
| Biens                                                                    | -138 610       | -145 272       | -146 708       |
| Services                                                                 | 53 624         | 54 080         | 53 026         |
| Revenus                                                                  | 58 119         | 57 448         | 58 432         |
| Transferts courants                                                      | 45 502         | 46 993         | 50 033         |
| <b>Compte de capital (II)</b>                                            | <b>-91</b>     | <b>-57</b>     | <b>315</b>     |
| <b>Capacité / besoin de financement du territoire (III) = (I) + (II)</b> | <b>18 543</b>  | <b>13 191</b>  | <b>15 098</b>  |
| <b>Compte financier dont</b>                                             | <b>-319</b>    | <b>2 250</b>   | <b>-18 743</b> |
| Investissements directs (IV)                                             | 9 072          | 9 858          | 3 069          |
| Investissements de portefeuille (V)                                      | 22 327         | 1 989          | -254           |
| <b>Solde de la balance de base (VI) = (III) + (IV) + (V)</b>             | <b>49 942</b>  | <b>25 038</b>  | <b>17 913</b>  |
| Autres investissements                                                   | -31 718        | -9 597         | -21 558        |
| <b>Erreurs et omissions</b>                                              | <b>-18 224</b> | <b>-15 441</b> | <b>3 645</b>   |
| <i>Pour mémoire PIB (2010)</i>                                           | <i>547 877</i> | <i>547 877</i> | <i>547 877</i> |

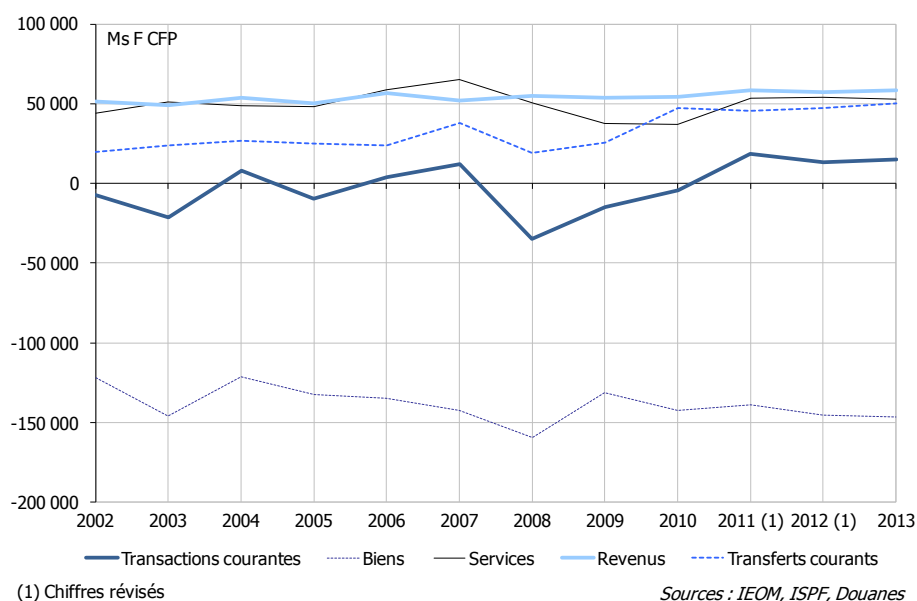
(1) Chiffres révisés

Sources : IEOM, ISPF

## 1-2 Compte de transactions courantes

Le compte de transactions courantes de la Polynésie française affiche un excédent de 14,8 milliards de F CFP en 2013, en hausse de 11,6 % sur un an. Cette évolution est imputable aux transferts courants et aux revenus dont les soldes excédentaires augmentent respectivement de 6,5 % et 1,7 %, alors que le déficit des biens se creuse (+1 %) et que l'excédent des services recule de 1,9 %.

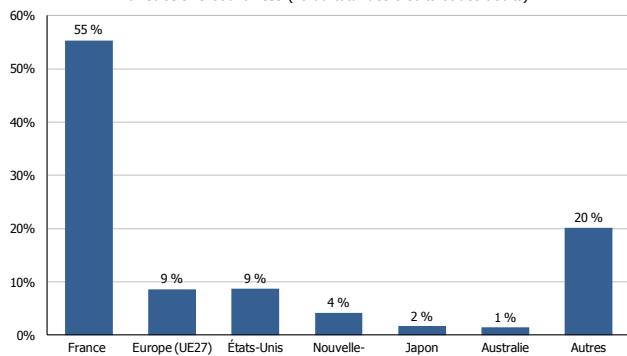
**Graphique 1** Principaux soldes du compte de transactions courantes



Principal partenaire de la Polynésie française, la France concentre 55 % de ses transactions courantes et 23 % de ses échanges de biens en 2013. Elle est suivie par le reste de l'Union européenne (respectivement 9 % et 13 %), puis par les États-Unis (respectivement 9 % et 10 %). La Polynésie française entretient également des échanges commerciaux soutenus avec les pays de la zone Asie. Ainsi, Singapour, la Chine, la Corée du Sud et le Japon concentrent au total 13 % des transactions courantes et 32 % des échanges de biens. Pour leur part, l'Australie et la Nouvelle-Zélande absorbent au total 6 % des transactions courantes avec le territoire et 10 % de ses échanges de biens.

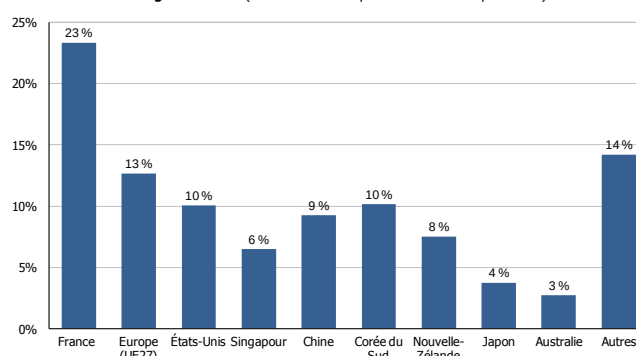
**Graphiques 2 et 3** Répartition géographique des échanges de biens et des flux de transactions courantes en 2013

**Transactions courantes** (% du total des crédits et des débits)



Sources : IEOM - balance en règlements, ISPF

**Échanges de biens** (% du total des importations et des exportations)

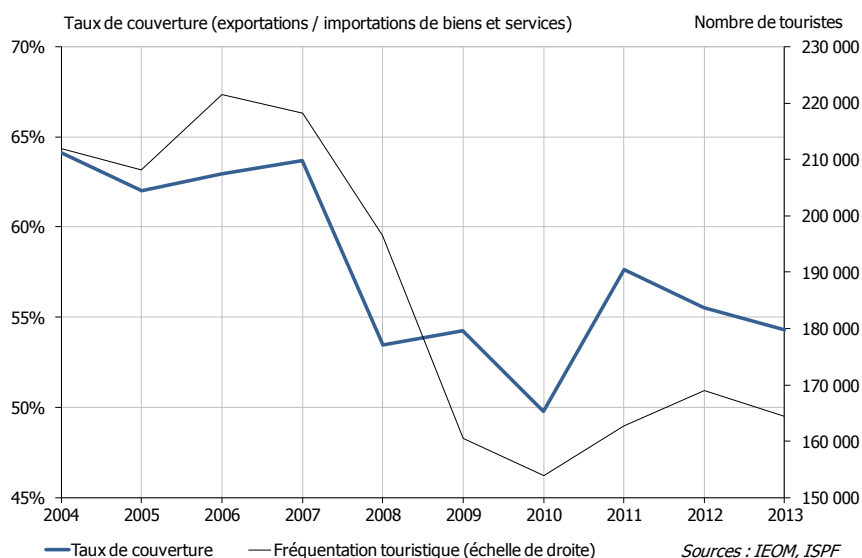


Sources : Douanes, ISPF

## 1-2-1 Biens et services

Le solde des échanges de biens et services entre la Polynésie française et l'extérieur se détériore en 2013, en raison du déficit accru du solde des échanges de biens et de la baisse de l'excédent enregistré sur les services. Le taux de couverture des importations de biens et services par les exportations fléchit à 54,3 % (après 55,5 % en 2012) et se situe à son niveau de 2009.

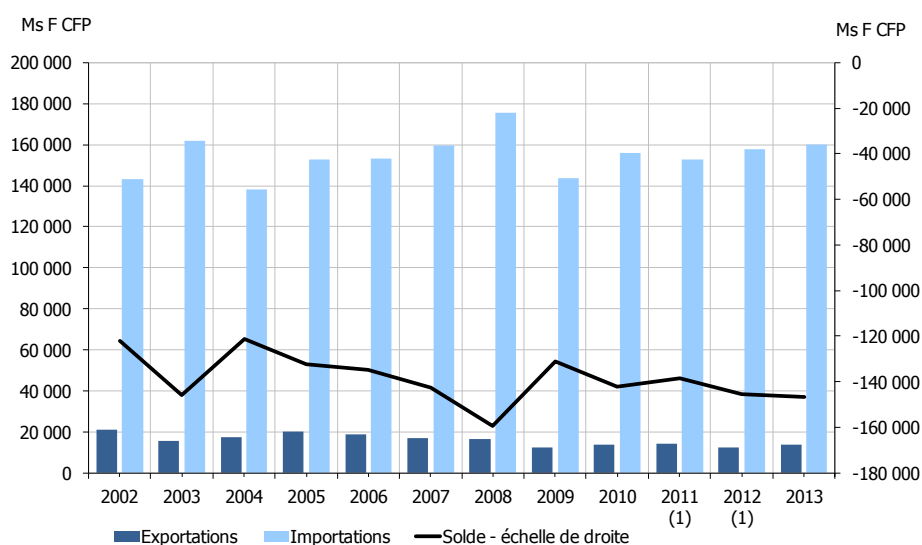
**Graphique 4 Taux de couverture (des importations par les exportations) et fréquentation touristique**



### 1-2-1-1 Biens

Dans un contexte global d'augmentation des importations et des exportations de biens, le déficit de la balance des biens se creuse de 1,4 milliard de F CFP en 2013 pour atteindre 146,7 milliards de F CFP. La progression des exportations (+1 milliard de F CFP) ne compense pas la hausse plus importante des importations (+2,5 milliards F CFP).

**Graphique 5 Échanges de biens**

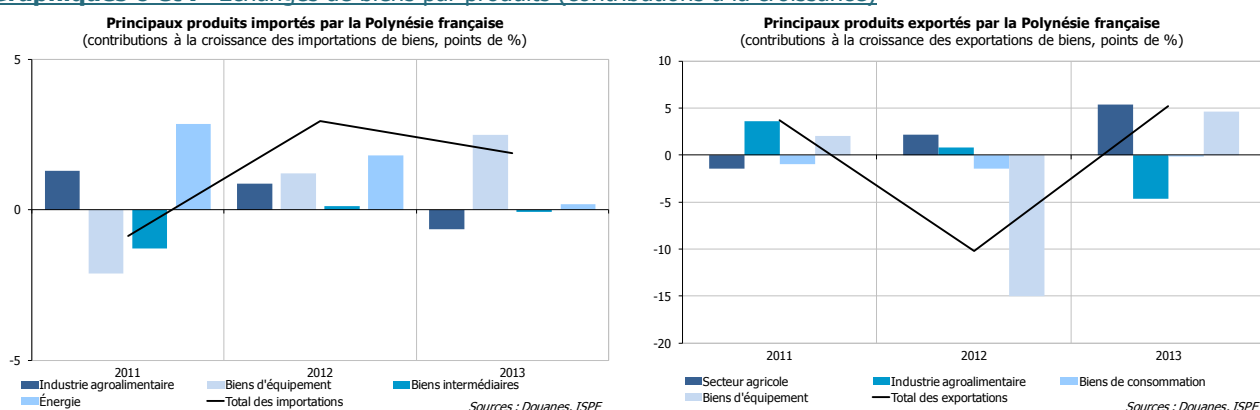




Les importations de biens progressent de 2,1 % en 2013, pour atteindre 153,3 milliards de F CFP. Cette hausse provient essentiellement d'achats importants de biens d'équipement (+15,4 %) : un nouvel avion par la compagnie aérienne Air Tahiti et un navire assurant la desserte de Moorea (l'Aremity Ferry 2), pour un montant de 5,6 milliards de F CFP. En parallèle, les importations de produits énergétiques se redressent (+1,1 % en valeur et +4,3 % en volume), bénéficiant de la baisse des prix à l'import (-3 %), suivant l'évolution du cours moyen du pétrole.

Les exportations de biens augmentent de 7,8 % en 2013, après une chute de 10,8 % en 2012. Ce rebond positif s'explique par la hausse de 11 % des recettes de perles brutes et la revente d'un avion par la compagnie aérienne Air Tahiti, dans le cadre du renouvellement de sa flotte. Les ventes de perles brutes (qui représentent 56 % des exportations totales en valeur) ont bénéficié du succès des ventes aux enchères organisées par le Groupement d'intérêt économique (GIE) Poe o Rikitea. Elles compensent le net repli des exportations de produits agroalimentaires (-28,6 %).

### Graphiques 6 et 7 Échanges de biens par produits (contributions à la croissance)

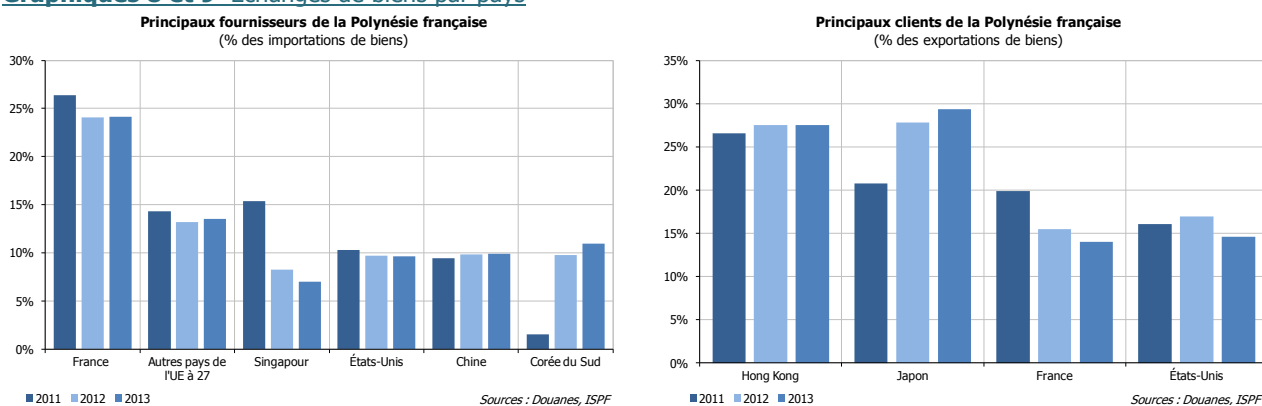


NB : les perles sont situées dans la rubrique secteur primaire.

En 2013, 24 % des importations totales de la Polynésie française proviennent de la France, qui demeure le premier fournisseur du territoire, principalement en biens intermédiaires et agroalimentaires. Cependant, ses parts de marché se réduisent depuis 10 ans (-18 points). L'Union européenne (hors France) garde la deuxième place (13,5 %) grâce essentiellement à l'Allemagne (biens de l'industrie automobile et biens intermédiaires) et la Belgique (métallurgie et transformations des métaux). En 2013, les échanges s'intensifient avec la Corée du Sud (+15 %) qui fournit 11 % des importations civiles de la Polynésie française, essentiellement en approvisionnement de produits pétroliers. Ainsi, la Corée du Sud se positionne à la troisième place devant la Chine et les États-Unis (10 % chacun). La part de marché de Singapour se réduit en revanche à 7 %.

Le Japon (29 %), Hong-Kong (27 %), les États-Unis (15 %) et la France (14 %) demeurent les principaux clients de la Polynésie française en 2013. Les achats du Japon et de Hong-Kong, essentiellement pour des perles brutes, se redressent respectivement de 11 % et 4 %. En revanche, les États-Unis et la France, principaux acheteurs de la pêche polynésienne, diminuent leurs achats de 10 % et 5 % respectivement.

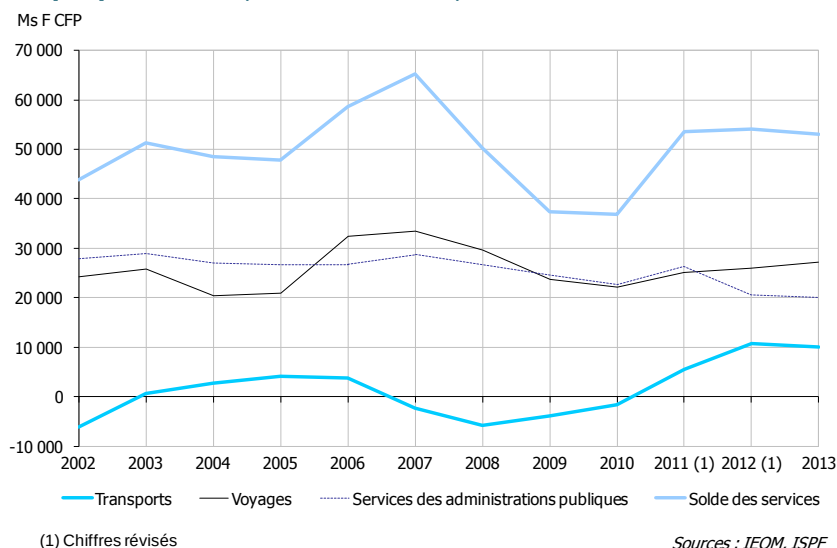
### Graphiques 8 et 9 Échanges de biens par pays



## 1-2-1-2 Services

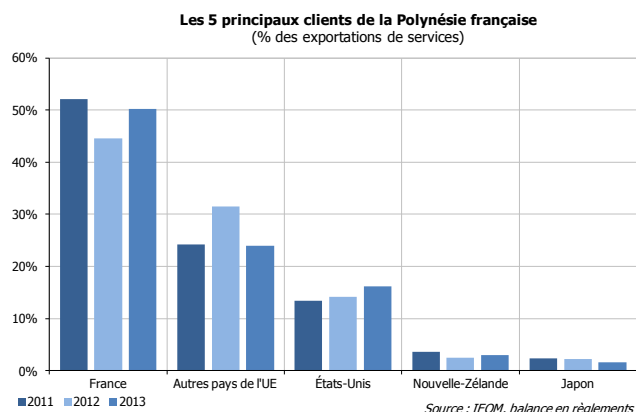
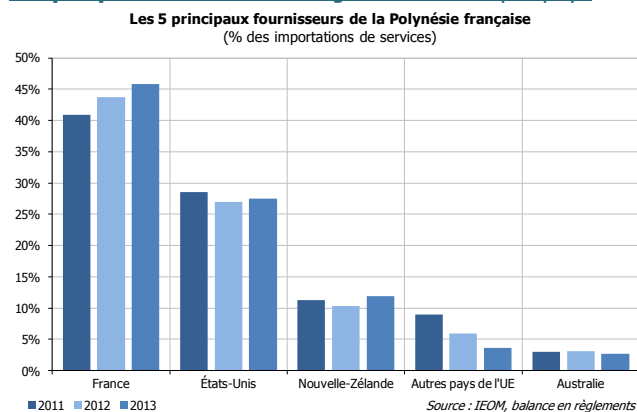
L'excédent des échanges de services se replie de 1 milliard de F CFP en 2013, pour s'établir à 53 milliards de F CFP. Les bons résultats de la ligne voyage ne suffisent pas à compenser les baisses cumulées des services de transport et de communication, et des dépenses de fonctionnement et d'investissement des forces armées, enregistrées en exportations de services des administrations publiques.

**Graphique 10 Principaux soldes du compte des services**



Premier partenaire de la Polynésie française pour les services, la France représente 50 % des recettes (exportations), principalement au travers des dépenses locales des forces armées enregistrées comme exportations de services des administrations publiques, et 46 % des dépenses (importations) en 2013. Les États-Unis concentrent 20 % des échanges totaux, principalement pour des services liés aux voyages, et la Nouvelle-Zélande 6 %.

**Graphiques 11 et 12 Échanges de services par pays**



### • Les voyages

Les recettes touristiques s'inscrivent en légère hausse (+1,2 %) malgré une diminution de la fréquentation (164 400 en 2013 après 169 000 en 2012). Cette baisse de la fréquentation est liée exclusivement au recul du nombre de touristes terrestres (-4,4 %), qui représente 84 % du marché touristique de la Polynésie française, alors que le nombre de croisiéristes progressent de 6,9 %. Parallèlement, les nuitées payantes sont en hausse de 1,2 % grâce à la croisière. Selon une étude de l'Institut de la statistique de Polynésie française (ISPF), les croisiéristes, venus plus nombreux en 2013, génèrent 8,9 milliards de F CFP de recettes (+16 % depuis 2011), dont 40 % sont dépensés à terre. Leur dépense moyenne par séjour est supérieure à celle des touristes terrestres : 330 500 F CFP contre 234 500 F CFP. En parallèle, les dépenses des résidents polynésiens à l'étranger se réduisent de 4,3 % pour s'établir à 14 milliards de F CFP, alors qu'elles avaient progressé en 2012 (+1,9 %).

Le solde de la ligne « voyages » s'améliore en conséquence de 1 milliard de F CFP en 2013 pour s'élever à 27 milliards de F CFP. Cet excédent s'est toutefois réduit de 19 % depuis 2007 où il avait atteint 33,5 milliards de F CFP. Néanmoins, le tourisme reste la première ressource à l'exportation de la Polynésie française : il génère 37 % des recettes de biens et services du territoire en 2013.

### • Les transports

Le solde des services de transport est structurellement excédentaire grâce au transport aérien. En 2013, il affiche un excédent de 10 milliards de F CFP, après 10,7 milliards de F CFP en 2012. Les recettes et les dépenses diminuent respectivement de 6,3 % et 6,4 %, en raison des baisses observées dans les transports aériens et maritimes.

Les transports aériens génèrent un solde excédentaire de 13,6 milliards de F CFP en 2013. Après trois années consécutives de croissance, il s'inscrit en retrait de 4,0 % par rapport à 2012, en raison d'une baisse plus importante des recettes par rapport aux dépenses. En dépit d'une légère hausse de 1,2 % du trafic de passagers aériens internationaux, les recettes liées au transport de passagers sont en retrait. En parallèle, le fret international se réduit de 2,7 % : la progression de l'activité d'Air Tahiti Nui (+1 % sur un an), qui représente les deux tiers du total, n'a pas suffi à contrebalancer le repli constaté chez les autres compagnies aériennes.

Les transports maritimes sont structurellement déficitaires car la Polynésie française fait appel à des porte-conteneurs étrangers pour ses opérations de fret. Après deux années de baisse (-8,2 % en 2012 et -3,2 % en 2011), le volume de fret international se redresse en 2013, sous l'impulsion du fret débarqué (+4,9 %), et notamment des hydrocarbures (+7,6 %). Le déficit s'établit à -3,5 milliards de F CFP et est quasi stable par rapport à 2012 (-0,1 milliard de F CFP).

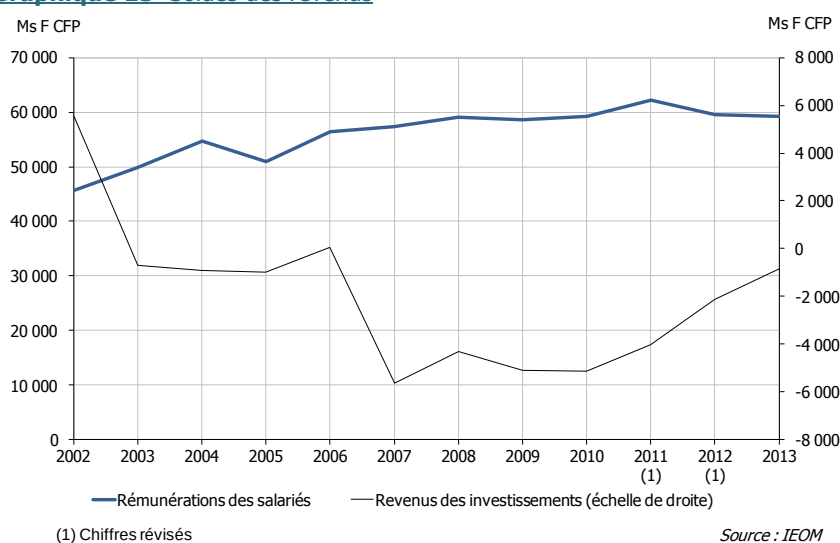
## 1-2-2 Revenus

Principalement constitué des rémunérations salariales, le poste des revenus est structurellement excédentaire du fait de versements nets importants et réguliers vers la Polynésie française. En 2013, le solde s'élève à 58,4 milliards de F CFP (+1 milliard de F CFP sur un an).

Le montant total des salaires perçus de l'extérieur par les résidents représente 23 % des crédits du compte de transactions courantes. Ces flux proviennent quasi exclusivement de la France et concernent pour l'essentiel les rémunérations des agents des administrations publiques. En 2013, les salaires perçus fléchissent de 0,7 % à 60,8 milliards de F CFP, conséquence de la réduction de 2,3 % des effectifs de l'État<sup>1</sup>, notamment dans l'Éducation nationale.

Pour la troisième année consécutive, le déficit des revenus nets des investissements (dividendes, revenus de titres et intérêts sur prêts et emprunts) se replie à 0,8 milliard de F CFP en 2013, après 2,1 milliards de F CFP en 2012 et 4 milliards de F CFP en 2011. Les revenus des investissements versés sur le territoire progressent (+8,1 %) alors que ceux versés hors du territoire diminuent (-10,9 %).

**Graphique 13 Soldes des revenus**



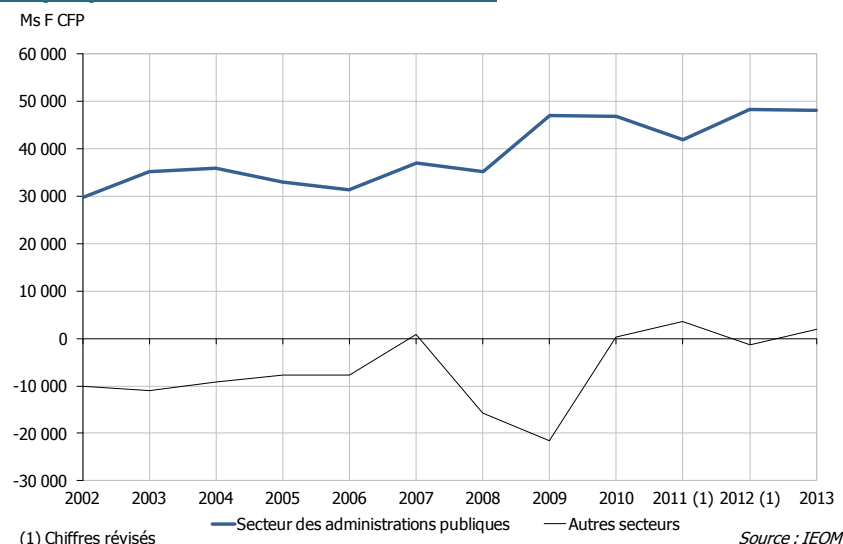
<sup>1</sup> En décembre 2013, le personnel civil rémunéré par l'État est de 8 117 personnes (8 300 en décembre 2012).

### 1-2-3 Transferts courants

Les transferts courants présentent un solde excédentaire de 50 milliards de F CFP en 2013, en hausse de 6,5 % par rapport à 2012. Ces bons résultats tiennent uniquement à l'augmentation du solde des transferts courants observés pour les entreprises et les ménages (« autres secteurs »).

Représentant 26 % des recettes du compte de transactions courantes, les transferts des administrations publiques restent stables en 2013 (+0,2 %).

**Graphique 14** Soldes des transferts courants



Les envois de fonds des travailleurs exerçant une activité en Polynésie française s'effectuent majoritairement vers la France. En 2013, ils s'intensifient de 13,2 % pour s'établir à 4,3 milliards de F CFP. Les fonds rapatriés par les Polynésiens travaillant à l'étranger progressent également de 10,2 % à 1,2 milliard de F CFP, après 0,9 milliard de F CFP en 2012.

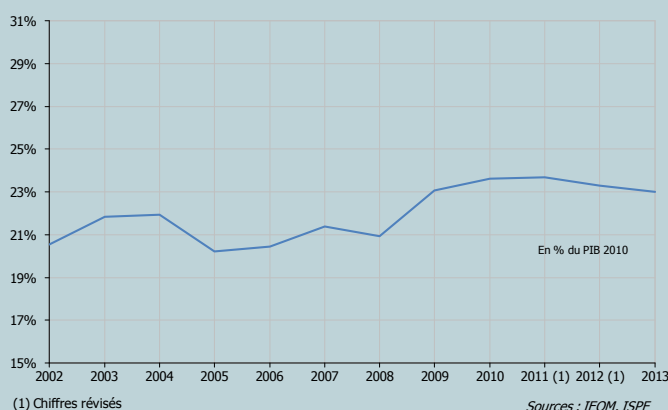
#### Encadré 1 : Les versements publics nets

Les versements publics de l'État en Polynésie française se traduisent par des versements sous forme de salaires, de dépenses de fonctionnement et d'investissement (enregistrées à la ligne services des administrations publiques), de pensions et de transferts aux collectivités territoriales.

En 2013, les versements publics nets fléchissent de 1,3 % à 126 milliards de F CFP et représentent 23 % du dernier PIB connu (2010). Cette évolution s'explique pour moitié par la baisse des rémunérations, à la suite de la réduction du personnel de l'État en Polynésie française, notamment dans l'Éducation nationale.

Après avoir progressé en 2012, suite au versement de la dotation globale exceptionnelle d'ajustement, les transferts courants des administrations publiques sont quasi stables en 2013 (-0,5 %).

**Graphique 15** Versements publics nets en Polynésie française (en % du PIB)



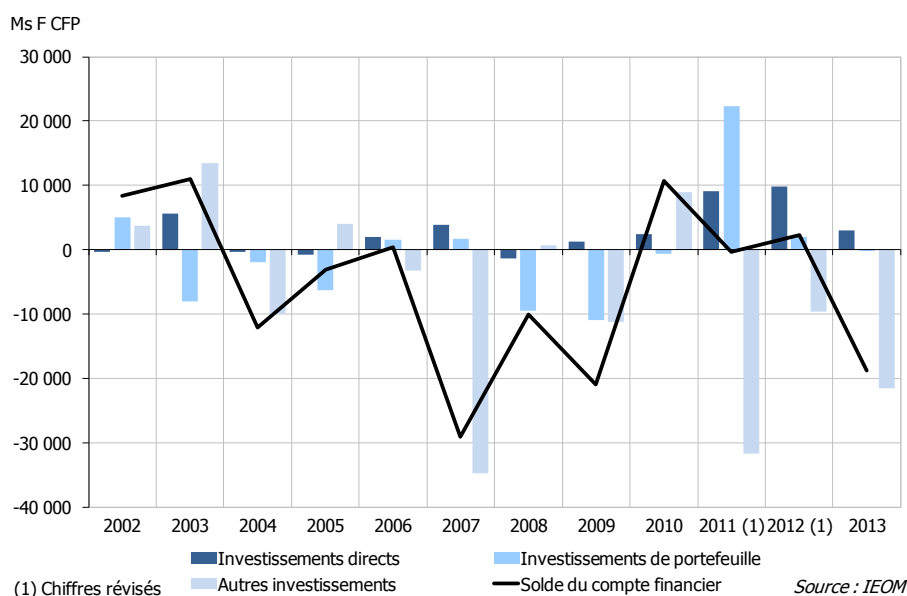
*Nota bene : l'évaluation des flux enregistrés en 2011 et 2012 au titre des rubriques services, revenus et transferts courants des administrations publiques est susceptible d'être affectée par la mise en place d'un nouveau système d'information de la comptabilité publique.*

## 1-3 Compte financier

Après des entrées nettes de 2,2 milliards de F CFP en 2012, le compte financier présente des sorties nettes de 18,7 milliards de F CFP en 2013. Les entrées nettes liées aux investissements directs (3 milliards de F CFP) ne compensent pas les sorties nettes accrues des « autres investissements » (-21,6 milliards de F CFP).

Les investissements de portefeuille, qui recensent les opérations des résidents sur titres émis hors de la Polynésie française, se soldent par de légères sorties nettes (-0,2 milliard de F CFP), après avoir enregistré des entrées nettes en 2012 (+2 milliards de F CFP). Cette évolution tient au fait que certains résidents avaient procédé à des reventes en 2012, afin d'écouler leur portefeuille et investir dans d'autres acquisitions.

**Graphique 16** Soldes des principaux postes du compte financier



### 1-3-1 Les investissements directs

Les investissements directs (IDE) affichent des entrées nettes de 3 milliards de F CFP en 2013, en retrait de 6,8 milliards de F CFP par rapport à 2012, en raison d'une baisse des investissements directs étrangers en Polynésie française supérieure à celle des investissements directs des résidents à l'extérieur.

Les investissements directs nets des étrangers en Polynésie française (IDE entrants) chutent de 34,8 % à 8,9 milliards de F CFP en 2013, sous la forte contraction des investissements nets en capital social (-3,5 milliards de F CFP). Les investissements nets immobiliers sont également en repli (-1 milliard de F CFP), compte tenu de la cession par le groupe Accor au Pays du domaine de l'ancien hôtel Sofitel et du caractère ponctuel qu'avait présenté le rachat du Club Med de Bora Bora par un investisseur australien en juillet 2012.

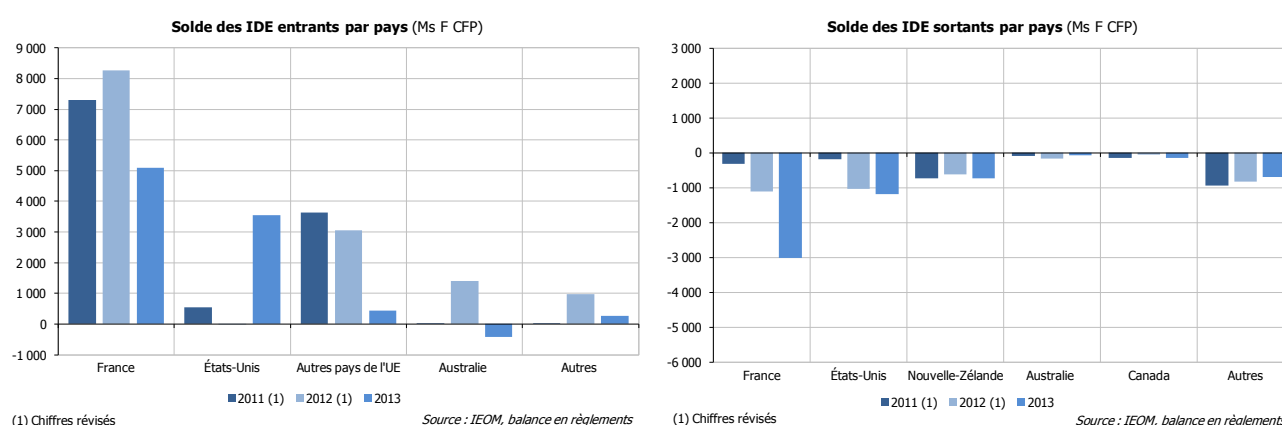
Les investissements directs nets des résidents à l'étranger (IDE sortants) se redressent à 5,8 milliards de F CFP, après 3,8 milliards de F CFP en 2012. Les achats immobiliers des polynésiens à l'étranger sont en légère hausse (+0,7 milliard de F CFP) à 4,2 milliards de F CFP (cf. tableau 5, page 15). Ils concernent principalement des biens situés aux États-Unis (27 %), en France (24 %), et en Nouvelle-Zélande (20 %). Les ventes de biens immobiliers de résidents, réalisées à 70 % en France, sont stables à 1 milliard de F CFP.

**Tableau 2 Soldes des investissements directs**

| En millions de F CFP               | 2011 (1)      | 2012 (1)      | 2013          | Var. 13/12    |
|------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| <b>Soldes des IDE</b>              | <b>9 072</b>  | <b>9 858</b>  | <b>3 069</b>  | <b>-6 789</b> |
| <b>Solde IDE entrants (+) dont</b> | <b>11 489</b> | <b>13 671</b> | <b>8 916</b>  | <b>-4 755</b> |
| Capital social                     | 6 805         | 4 637         | 1 157         | -3 480        |
| Investissements immobiliers        | 248           | 1 505         | 458           | -1 047        |
| Autres opérations                  | 4 436         | 7 528         | 7 301         | -227          |
| <b>Solde IDE sortants (-) dont</b> | <b>-2 417</b> | <b>-3 813</b> | <b>-5 848</b> | <b>-2 034</b> |
| Capital social                     | -170          | -165          | -171          | -6            |
| Investissements immobiliers        | -2 313        | -2 412        | -3 186        | -774          |
| Autres opérations                  | 66            | -1 236        | -2 491        | -1 255        |

(1) Chiffres révisés

Source : IEOM

**Graphiques 17 et 18 Solde des investissements directs par pays**

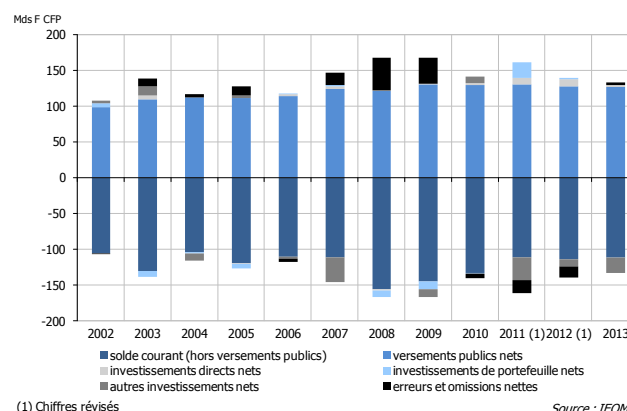
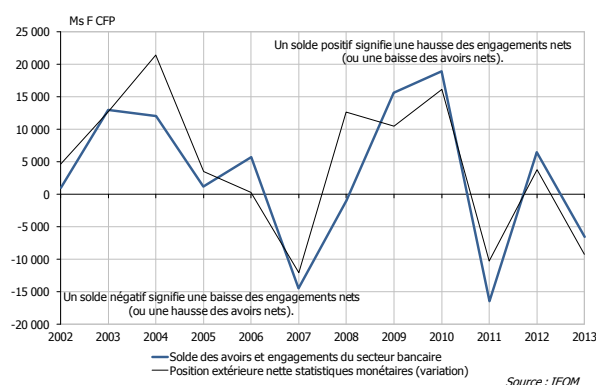
### 1-3-2 Les autres investissements et l'équilibre global de la balance des paiements

Les autres investissements regroupent toutes les autres opérations sur actifs et passifs financiers vis-à-vis des non-résidents. En 2013, ils donnent lieu à des sorties nettes de 21,6 milliards de F CFP, après 9,6 milliards de F CFP en 2012.

Les avoirs hors de la Polynésie française des banques de la place progressent de 7,4 milliards de F CFP et leurs engagements de 0,9 milliard de F CFP, en 2013 (soit, compte tenu des conventions de signe en balance des paiements, sur la rubrique autres investissements des banques -7,4 milliards de F CFP pour les avoirs et +0,9 milliard pour les engagements). Ces évolutions traduisent une diminution de 6,5 milliards de F CFP de la position extérieure emprunteuse nette<sup>1</sup> du système bancaire local.

Les avoirs des entreprises et ménages (« autres secteurs ») à l'étranger augmentent (+1,6 milliard de F CFP) en 2013, dans les mêmes proportions que leurs engagements (+1,5 milliard de F CFP), faisant apparaître un maintien de leur position extérieure nette.

<sup>1</sup> Position extérieure nette : différence entre les avoirs et les engagements hors de la zone d'émission des établissements de crédit. Compte tenu des conventions de signe, une diminution de la position extérieure nette correspond à des entrées nettes en balance des paiements. Dans le cas de la Polynésie française, les établissements de crédit ont en 2012 comme en 2013 une position extérieure nette emprunteuse ; il est donc équivalent de dire que la position extérieure nette s'inscrit en hausse (plus de créances ou moins d'engagements) ou que la position débitrice diminue.

**Graphiques 19 et 20** Solde des avoirs et engagements du secteur bancaire et équilibre global de la balance des paiements

(1) Chiffres révisés

Source : IEOM

**Encadré 2 : Les révisions des données de la balance des paiements des années 2011 et 2012**

Plusieurs révisions méthodologiques ont été apportées aux balances des paiements des années 2011 et 2012. Après la publication du nouveau recueil de modalités déclaratives, certaines opérations antérieurement répertoriées dans la rubrique des transferts courants ont pu être mieux identifiées et prises en compte. De même, le circuit des cotisations sociales a été clarifié.

**Tableau 3** Les principales révisions des données en 2011 et 2012 (soldes)

| En millions de F CFP                    | Données 2011        |                     |                | Données 2012        |                     |                |
|-----------------------------------------|---------------------|---------------------|----------------|---------------------|---------------------|----------------|
|                                         | Rapport annuel 2012 | Rapport annuel 2013 | Écarts         | Rapport annuel 2012 | Rapport annuel 2013 | Écarts         |
| <b>COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES</b> | <b>28 051</b>       | <b>18 634</b>       | <b>-9 416</b>  | <b>23 698</b>       | <b>13 248</b>       | <b>-10 450</b> |
| <b>BIENS</b>                            | <b>-139 425</b>     | <b>-138 610</b>     | <b>815</b>     | <b>-145 798</b>     | <b>-145 272</b>     | <b>525</b>     |
| Avitaillement                           | -7 438              | -6 624              | 815            | -7 820              | -7 295              | 525            |
| <b>SERVICES</b>                         | <b>51 858</b>       | <b>53 624</b>       | <b>1 766</b>   | <b>57 185</b>       | <b>54 080</b>       | <b>-3 105</b>  |
| Transports                              | 4 350               | 5 558               | 1 208          | 7 949               | 10 683              | 2 733          |
| Autres services aux entreprises         | 182                 | 701                 | 519            | 2 334               | -547                | -2 881         |
| Services des administrations publiques  | 26 359              | 26 359              | 0              | 23 608              | 20 608              | -3 000         |
| <b>REVENUS</b>                          | <b>59 120</b>       | <b>58 119</b>       | <b>-1 001</b>  | <b>58 485</b>       | <b>57 448</b>       | <b>-1 038</b>  |
| Revenus des investissements             | -3 023              | -4 023              | -1 000         | -1 106              | -2 143              | -1 037         |
| Investissements directs                 | -994                | -800                | 194            | -982                | -665                | 318            |
| Autres                                  | -3 888              | -5 079              | -1 191         | -2 218              | -3 572              | -1 354         |
| <b>TRANSFERTS COURANTS</b>              | <b>56 498</b>       | <b>45 502</b>       | <b>-10 996</b> | <b>53 825</b>       | <b>46 993</b>       | <b>-6 832</b>  |
| Secteur des administrations publiques   | 48 544              | 41 847              | -6 697         | 53 260              | 48 323              | -4 937         |
| Autres secteurs                         | 7 953               | 3 654               | -4 299         | 565                 | -1 330              | -1 895         |
| <b>COMPTE FINANCIER</b>                 | <b>-5 140</b>       | <b>-319</b>         | <b>4 820</b>   | <b>-3 719</b>       | <b>2 250</b>        | <b>5 969</b>   |
| <b>Investissements directs</b>          | <b>9 516</b>        | <b>9 072</b>        | <b>-444</b>    | <b>9 952</b>        | <b>9 858</b>        | <b>-94</b>     |
| Extérieur vers TOM                      | 11 933              | 11 489              | -444           | 13 765              | 13 671              | -94            |
| Capital social                          | 7 497               | 7 053               | -444           | 6 237               | 6 143               | -94            |
| <b>Autres investissements</b>           | <b>-36 985</b>      | <b>-31 718</b>      | <b>5 267</b>   | <b>-15 661</b>      | <b>-9 597</b>       | <b>6 064</b>   |
| Avoirs                                  | 58 354              | 63 621              | 5 267          | 18 873              | 24 936              | 6 064          |
| Prêts                                   | 58 355              | 63 622              | 5 267          | 18 873              | 24 936              | 6 064          |
| Autres secteurs                         | -9 818              | -4 551              | 5 267          | -11 755             | -5 691              | 6 064          |
| Engagements                             | -95 339             | -95 339             | 0              | -34 533             | -34 533             | 0              |
| Prêts                                   | -95 339             | -95 339             | 0              | -34 533             | -34 533             | 0              |
| Administrations publiques               | -59 628             | -59 628             | 0              | 0                   | -21 434             | -21 434        |
| Secteur bancaire                        | -32 974             | -32 974             | 0              | -21 434             | -15 685             | 5 749          |
| Autres secteurs                         | -2 736              | -2 736              | 0              | -15 685             | 2 586               | 18 271         |
| Autres engagements                      | 0                   | 0                   | 0              | 2 586               | 0                   | -2 586         |
| <b>ERREURS ET OMISSIONS NETTES</b>      | <b>-22 820</b>      | <b>-18 224</b>      | <b>4 596</b>   | <b>-19 922</b>      | <b>-15 441</b>      | <b>4 481</b>   |

## 2

# LES TABLEAUX STATISTIQUES

**Tableau 4** Balance des paiements de la Polynésie française

| En millions de F CFP                         | Crédits        |                |                | Débits         |                |                | Soldes          |                 |                 |
|----------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
|                                              | 2011 (1)       | 2012 (1)       | 2013           | 2011 (1)       | 2012 (1)       | 2013           | 2011 (1)        | 2012 (1)        | 2013            |
| <b>COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES</b>      | <b>277 452</b> | <b>270 438</b> | <b>263 883</b> | <b>258 818</b> | <b>257 190</b> | <b>249 100</b> | <b>18 634</b>   | <b>13 248</b>   | <b>14 783</b>   |
| <b>BIENS</b>                                 | <b>14 022</b>  | <b>12 477</b>  | <b>13 535</b>  | <b>152 632</b> | <b>157 749</b> | <b>160 243</b> | <b>-138 610</b> | <b>-145 272</b> | <b>-146 708</b> |
| Marchandises générales                       | 13 824         | 12 218         | 13 165         | 145 807        | 150 184        | 153 336        | -131 983        | -137 967        | -140 171        |
| données douanières                           | 14 385         | 12 919         | 13 593         | 146 001        | 150 302        | 153 447        | -131 616        | -137 383        | -139 854        |
| corrections                                  | -561           | -701           | -428           | -193           | -117           | -111           | -367            | -584            | -317            |
| Avitaillement                                | 185            | 234            | 341            | 6 809          | 7 529          | 6 884          | -6 624          | -7 295          | -6 543          |
| Travail à façon et réparations               | 12             | 25             | 29             | 16             | 36             | 23             | -4              | -11             | 6               |
| <b>SERVICES</b>                              | <b>101 689</b> | <b>101 291</b> | <b>97 871</b>  | <b>48 065</b>  | <b>47 212</b>  | <b>44 845</b>  | <b>53 624</b>   | <b>54 080</b>   | <b>53 026</b>   |
| Transports                                   | 25 929         | 30 907         | 28 951         | 20 371         | 20 224         | 18 932         | 5 558           | 10 683          | 10 019          |
| maritimes                                    | 2 913          | 3 612          | 3 068          | 6 687          | 7 065          | 6 622          | -3 774          | -3 454          | -3 554          |
| aériens                                      | 23 016         | 27 295         | 25 883         | 13 684         | 13 159         | 12 310         | 9 332           | 14 137          | 13 573          |
| Autres                                       | 0              | 0              | 0              | 0              | 0              | 0              | 0               | 0               | 0               |
| Voyages                                      | 39 471         | 40 661         | 41 167         | 14 403         | 14 672         | 14 034         | 25 068          | 25 989          | 27 133          |
| Services de communication                    | 1 658          | 1 289          | 1 375          | 4 055          | 2 166          | 2 682          | -2 397          | -877            | -1 307          |
| Services de construction                     | 499            | 279            | 0              | 91             | 66             | 7              | 408             | 213             | -7              |
| Services d'assurances                        | 74             | 70             | 121            | 1 808          | 1 484          | 1 643          | -1 734          | -1 414          | -1 522          |
| Services financiers                          | 697            | 833            | 1 084          | 637            | 786            | 1 255          | 60              | 47              | -171            |
| Services d'informatique et d'information     | 0              | 6              | 11             | 118            | 201            | 301            | -118            | -195            | -290            |
| Redevances et droits de licence              | 33             | 35             | 39             | 323            | 326            | 299            | -290            | -291            | -260            |
| Autres services aux entreprises              | 6 563          | 6 414          | 4 735          | 5 862          | 6 960          | 5 338          | 701             | -547            | -603            |
| Négoce international                         | 239            | 650            | 252            | 235            | 240            | 271            | 5               | 411             | -19             |
| Autres services commerciaux                  | 744            | 774            | 889            | 948            | 1 007          | 966            | -204            | -233            | -77             |
| Locations                                    | 40             | 41             | 84             | 224            | 179            | 257            | -184            | -138            | -172            |
| Services divers aux entreprises              | 5 540          | 4 948          | 3 510          | 4 456          | 5 535          | 3 844          | 1 084           | -587            | -334            |
| Services personnels, culturels et récréatifs | 323            | 137            | 318            | 314            | 272            | 287            | 9               | -136            | 32              |
| Services audiovisuels et annexes             | 13             | 30             | 46             | 48             | 34             | 15             | -34             | -4              | 31              |
| Autres services personnels                   | 309            | 107            | 272            | 266            | 238            | 272            | 43              | -132            | 0               |
| Services des administrations publiques       | 26 443         | 20 662         | 20 068         | 84             | 53             | 67             | 26 359          | 20 608          | 20 001          |
| <b>REVENUS</b>                               | <b>69 620</b>  | <b>66 896</b>  | <b>66 949</b>  | <b>11 501</b>  | <b>9 449</b>   | <b>8 517</b>   | <b>58 119</b>   | <b>57 448</b>   | <b>58 432</b>   |
| Rémunération des salariés                    | 63 916         | 61 202         | 60 796         | 1 774          | 1 611          | 1 533          | 62 141          | 59 591          | 59 263          |
| Revenus des investissements                  | 5 704          | 5 694          | 6 153          | 9 727          | 7 838          | 6 984          | -4 023          | -2 143          | -831            |
| Investissements directs                      | 46             | 184            | 80             | 846            | 848            | 308            | -800            | -665            | -228            |
| Investissements de portefeuille              | 3 029          | 2 740          | 3 614          | 1 171          | 647            | 754            | 1 857           | 2 093           | 2 861           |
| Autres                                       | 2 630          | 2 771          | 2 459          | 7 710          | 6 342          | 5 922          | -5 079          | -3 572          | -3 463          |
| <b>TRANSFERTS COURANTS</b>                   | <b>92 121</b>  | <b>89 773</b>  | <b>85 527</b>  | <b>46 619</b>  | <b>42 780</b>  | <b>35 495</b>  | <b>45 502</b>   | <b>46 993</b>   | <b>50 033</b>   |
| Secteur des administrations publiques        | 63 556         | 69 656         | 69 819         | 21 709         | 21 333         | 21 757         | 41 847          | 48 323          | 48 062          |
| Autres secteurs                              | 28 564         | 20 117         | 15 708         | 24 910         | 21 447         | 13 738         | 3 654           | -1 330          | 1 970           |
| Envois de fonds des travailleurs             | 964            | 953            | 1 163          | 3 011          | 3 796          | 4 295          | -2 047          | -2 843          | -3 132          |
| Autres transferts                            | 27 601         | 19 164         | 14 545         | 21 899         | 17 652         | 9 443          | 5 702           | 1 513           | 5 102           |
| <b>COMPTE DE CAPITAL</b>                     | <b>1</b>       | <b>0</b>       | <b>358</b>     | <b>93</b>      | <b>57</b>      | <b>43</b>      | <b>-91</b>      | <b>-57</b>      | <b>315</b>      |
| Transferts en capital                        | 1              | 0              | 0              | 93             | 57             | 43             | -91             | -57             | -43             |

(1) Chiffres révisés

Source : IEOM



| En millions de F CFP                                   | 2011 (1)       | 2012 (1)       | 2013           |
|--------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| <b>COMPTE FINANCIER</b>                                | <b>-319</b>    | <b>2 250</b>   | <b>-18 743</b> |
| <b>Investissements directs</b>                         | <b>9 072</b>   | <b>9 858</b>   | <b>3 069</b>   |
| Polynésie française à l'étranger                       | -2 417         | -3 813         | -5 848         |
| Capital social                                         | -2 483         | -2 577         | -3 357         |
| Autres opérations                                      | 66             | -1 236         | -2 491         |
| Étranger à Polynésie française                         | 11 489         | 13 671         | 8 916          |
| Capital social                                         | 7 053          | 6 143          | 1 615          |
| Autres opérations                                      | 4 436          | 7 528          | 7 301          |
| <b>Investissements de portefeuille</b>                 | <b>22 327</b>  | <b>1 989</b>   | <b>-254</b>    |
| Avoirs (résidents / titres émis par des non-résidents) | 22 327         | 1 989          | -254           |
| Emissions                                              | -6 309         | -2 397         | -486           |
| Négociations                                           | -3 737         | -3 264         | -1 998         |
| Remboursements                                         | 32 373         | 7 650          | 2 230          |
| <b>Autres Investissements</b>                          | <b>-31 718</b> | <b>-9 597</b>  | <b>-21 558</b> |
| Avoirs                                                 | 63 621         | 24 936         | -9 823         |
| Prêts                                                  | 63 622         | 24 936         | -9 821         |
| IEOM                                                   | 51 649         | 8 502          | -856           |
| Secteur bancaire                                       | 16 524         | 22 126         | -7 400         |
| Autres secteurs                                        | -4 551         | -5 691         | -1 565         |
| Autres avoirs                                          | -1             | 0              | -2             |
| Administrations publiques                              | 0              | 0              | 0              |
| Autres secteurs                                        | -1             | 0              | -2             |
| Engagements                                            | -95 339        | -34 533        | -11 736        |
| Prêts                                                  | -95 339        | -34 533        | -11 768        |
| Administrations publiques                              | -59 628        | -21 434        | -14 171        |
| Secteur bancaire                                       | -32 974        | -15 685        | 894            |
| Autres secteurs                                        | -2 736         | 2 586          | 1 509          |
| Autres engagements                                     | 0              | 0              | 32             |
| Administrations publiques                              | 0              | 0              | 0              |
| <b>ERREURS ET OMISSIONS NETTES</b>                     | <b>-18 224</b> | <b>-15 441</b> | <b>3 645</b>   |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>                                   | <b>0</b>       | <b>0</b>       | <b>0</b>       |

(1) Chiffres révisés

Source : IEOM

**Tableau 5** Détails des investissements directs

| En millions de F CFP             | Crédits        |                |                | Débits         |                |                |
|----------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
|                                  | 2011 (1)       | 2012 (1)       | 2013           | 2011 (1)       | 2012 (1)       | 2013           |
| <b>COMPTE FINANCIER</b>          | <b>307 486</b> | <b>338 457</b> | <b>280 927</b> | <b>307 805</b> | <b>336 207</b> | <b>299 671</b> |
| <b>Investissements directs</b>   | <b>14 194</b>  | <b>17 822</b>  | <b>17 445</b>  | <b>5 122</b>   | <b>7 964</b>   | <b>14 376</b>  |
| Polynésie française à l'étranger | 1 298          | 1 659          | 2 848          | 3 716          | 5 473          | 8 696          |
| Capital social                   | 200            | 478            | 11             | 371            | 643            | 182            |
| Investissements immobiliers      | 637            | 1 049          | 1 001          | 2 950          | 3 461          | 4 187          |
| Autres opérations                | 461            | 133            | 1 835          | 395            | 1 369          | 4 326          |
| Étranger à Polynésie française   | 12 895         | 16 163         | 14 597         | 1 406          | 2 492          | 5 681          |
| Capital social                   | 7 467          | 5 910          | 1 159          | 662            | 1 272          | 2              |
| Investissements immobiliers      | 830            | 2 192          | 1 437          | 581            | 687            | 979            |
| Autres opérations                | 4 598          | 8 061          | 12             | 162            | 533            | 4 700          |

Source : IEOM

**Tableau 6** Données douanières par produits de la Polynésie française

| En millions de F CFP        | Exportations  |               |               | Importations   |                |                | Soldes          |                 |                 |
|-----------------------------|---------------|---------------|---------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
|                             | 2011          | 2012          | 2013          | 2011           | 2012           | 2013           | 2011            | 2012            | 2013            |
| <b>Total (CAF/FAB) dont</b> | <b>14 385</b> | <b>12 919</b> | <b>13 593</b> | <b>153 994</b> | <b>158 538</b> | <b>161 523</b> | <b>-139 609</b> | <b>-145 619</b> | <b>-147 930</b> |
| Secteur agricole            | 7 889         | 8 203         | 8 896         | 2 647          | 2 974          | 3 047          | 5 243           | 5 229           | 5 849           |
| Industrie agroalimentaire   | 2 319         | 2 434         | 1 835         | 36 089         | 37 442         | 36 402         | -33 770         | -35 008         | -34 567         |
| Biens de consommation       | 894           | 683           | 665           | 24 700         | 23 340         | 23 084         | -23 806         | -22 657         | -22 419         |
| Automobile                  | 72            | 85            | 61            | 9 364          | 8 786          | 8 866          | -9 292          | -8 701          | -8 804          |
| Biens d'équipement          | 2 768         | 607           | 1 202         | 23 728         | 25 584         | 29 529         | -20 960         | -24 977         | -28 327         |
| Biens intermédiaires        | 439           | 906           | 931           | 32 956         | 33 130         | 33 020         | -32 517         | -32 224         | -32 090         |
| Énergie                     | 5             | 1             | 2             | 24 511         | 27 283         | 27 574         | -24 506         | -27 281         | -27 572         |

Sources : Douanes, ISPF

**Tableau 7** Données douanières par pays partenaire de la Polynésie française

| % du total des exportations / importations | Exportations |       |       | Importations |       |       |
|--------------------------------------------|--------------|-------|-------|--------------|-------|-------|
|                                            | 2011         | 2012  | 2013  | 2011         | 2012  | 2013  |
| Hong Kong                                  | 26,6%        | 27,5% | 27,5% | 0,5%         | 0,5%  | 0,6%  |
| Japon                                      | 20,8%        | 27,8% | 29,3% | 2,0%         | 1,8%  | 1,6%  |
| France                                     | 19,9%        | 15,5% | 14,0% | 26,4%        | 24,1% | 24,1% |
| Autres pays de l'Union européenne à 27     | 1,6%         | 1,7%  | 2,3%  | 14,3%        | 13,2% | 13,5% |
| États-Unis                                 | 16,1%        | 17,0% | 14,6% | 10,3%        | 9,7%  | 9,7%  |
| Nouvelle-Calédonie                         | 1,7%         | 2,2%  | 1,7%  | 0,1%         | 0,1%  | 0,1%  |
| Chine                                      | 2,0%         | 2,3%  | 1,6%  | 9,4%         | 9,8%  | 9,9%  |
| Australie                                  | 0,4%         | 0,8%  | 0,2%  | 3,0%         | 4,0%  | 2,9%  |
| Singapour                                  | 0,7%         | 1,0%  | 0,0%  | 15,4%        | 8,2%  | 7,0%  |
| Nouvelle-Zélande                           | 1,0%         | 1,2%  | 1,1%  | 8,5%         | 8,4%  | 8,1%  |
| Corée du Sud                               | 0,3%         | 0,3%  | 0,1%  | 1,5%         | 9,7%  | 11,0% |
| Autres                                     | 9,1%         | 2,7%  | 7,6%  | 8,6%         | 10,4% | 11,6% |

N.B. : Les parts sont exprimées en valeur CAF/FAB.

**Tableau 8** Services par pays partenaire de la Polynésie française

| En % du total des services             | Crédits  |          |      | Débits |      |      |
|----------------------------------------|----------|----------|------|--------|------|------|
|                                        | 2011 (1) | 2012 (1) | 2013 | 2011   | 2012 | 2013 |
| France                                 | 52%      | 45%      | 50%  | 41%    | 44%  | 46%  |
| Autres pays de l'Union Européenne à 27 | 24%      | 31%      | 24%  | 9%     | 6%   | 4%   |
| États-Unis                             | 13%      | 14%      | 16%  | 29%    | 27%  | 27%  |
| Nouvelle-Zélande                       | 4%       | 3%       | 3%   | 11%    | 10%  | 12%  |
| Japon                                  | 2%       | 2%       | 2%   | 1%     | 1%   | 1%   |
| Australie                              | 1%       | 1%       | 1%   | 3%     | 3%   | 3%   |
| Nouvelle-Calédonie                     | 0%       | 0%       | 0%   | 1%     | 3%   | 1%   |
| Singapour                              | 0%       | 1%       | 1%   | 1%     | 1%   | 2%   |
| Autres                                 | 3%       | 3%       | 3%   | 4%     | 5%   | 5%   |

(1) chiffres révisés

Source : IEOM

N.B. : Les données sont tirées des balances en règlements.

**Tableau 9** Répartition géographique des investissements immobiliers

| Investissements immobiliers de la Polynésie française<br>à l'extérieur en 2013 |               |            | Investissements immobiliers de l'extérieur<br>en Polynésie française en 2013 |            |            |
|--------------------------------------------------------------------------------|---------------|------------|------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|
| En millions de F CFP                                                           | Montants      | Part en %  | En millions de F CFP                                                         | Montants   | Part en %  |
| <b>Solde</b> (ventes - achats) dont                                            | <b>-3 186</b> | <b>100</b> | <b>Solde</b> (achats - ventes) dont                                          | <b>458</b> | <b>100</b> |
| États-Unis                                                                     | -1 125        | 35         | Australie                                                                    | 0          | 0          |
| Nouvelle-Zélande                                                               | -721          | 23         | États-Unis                                                                   | -137       | -30        |
| Pays de l'Union européenne à 28                                                | -448          | 14         | Pays de l'Union européenne à 28                                              | 577        | 126        |
| dont France                                                                    | -323          | 10         | dont France                                                                  | -176       | -38        |
| Autres pays                                                                    | -892          | 28         | Autres pays                                                                  | 18         | 4          |

Source : IEOM, balance en règlements

## 3

# LA MÉTHODOLOGIE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

### 3-1 Principes généraux de la balance des paiements

#### 3-1-1 Définition

La balance des paiements est un document statistique, présenté suivant les règles de la comptabilité en partie double, qui rassemble et ordonne l'ensemble des transactions économiques et financières d'une économie – un territoire, un pays ou une zone économique – avec le reste du monde, au cours d'une période donnée.

La balance des paiements est, par construction, équilibrée dans la mesure où chaque transaction avec un non-résident a une contrepartie financière, une variation d'avoirs ou de dettes vis-à-vis des non-résidents. Dans le cas le plus simple, une exportation ou une cession de titres par les résidents donne naissance en contrepartie à une augmentation de leurs avoirs liquides (par exemple, les dépôts des résidents auprès des banques non résidentes) ou une diminution de leurs engagements (par exemple un remboursement d'avances précédemment obtenues auprès de banques résidentes).

#### 3-1-2 Objectifs

Mesurant les transactions entre résidents et non-résidents, la balance des paiements est une source d'information clé. Elle permet de calculer le besoin ou la capacité de financement qui résulte de l'analyse de l'équilibre entre les niveaux d'épargne et d'investissement. La balance des paiements permet également d'évaluer l'insertion de la collectivité dans son environnement extérieur. Elle constitue enfin un élément non négligeable des comptes économiques de la collectivité par la fourniture d'éléments statistiques qui contribuent à l'élaboration de certains agrégats macroéconomiques.

#### 3-1-3 Aspects institutionnels et cadre conceptuel

L'élaboration de la balance des paiements de la Polynésie française est prise entièrement en charge par l'IEOM depuis 2009. Depuis 1999 et jusqu'en 2009, la balance des paiements des COM était publiée sous double timbre de la Banque de France et de l'IEOM, sur mission du Trésor. Elle prend pour référence les textes réglementaires de l'IEOM, dont l'assise légale est donnée par la LODEOM (Loi pour le Développement Économique des Outre-mer, promulguée le 27 mai 2009 – article 56). Ces textes réglementaires, dont le cadre conceptuel est calé sur les normes contenues dans la cinquième édition du manuel du FMI, sont présentés sous forme de fiches sur le site internet de l'IEOM ([www.ieom.fr](http://www.ieom.fr), rubrique « balance des paiements »).

#### 3-1-4 Disponibilité des données, publications et politiques de révisions

Depuis 1999, une balance des paiements est publiée annuellement pour la Polynésie française. Les révisions annuelles peuvent porter sur les deux années précédentes.

### 3-1-5 Conventions de signe

La balance des paiements est toujours présentée du point de vue de la Nation ou du territoire, contrairement à la comptabilité nationale au sein de laquelle les échanges avec l'extérieur sont généralement présentés du point de vue de l'agent « reste du monde ».

Par convention, un chiffre positif (crédit) correspond à une exportation ou à une recette lorsqu'il se rapporte à une opération réelle c'est-à-dire à des échanges de biens, de services et des paiements de revenus. Un chiffre négatif (débit) représente une importation ou une dépense. S'agissant du compte financier, un chiffre positif reflète une diminution des avoirs ou une augmentation des engagements, qu'ils soient financiers ou monétaires ; un chiffre négatif représente une augmentation des avoirs ou une diminution des engagements.

## 3-2 Concepts et définitions clés

### 3-2-1 Résidents / non résidents

Le critère de base est celui de la résidence des agents économiques, distinct du critère de nationalité. Pour les besoins de l'établissement de la balance des paiements, les résidents et les non-résidents se définissent comme suit :

- sont **résidentes** les personnes morales, quelle que soit leur nationalité, pour leurs implantations dans la collectivité qui établit sa balance des paiements. Sont également résidentes les personnes physiques, quelle que soit leur nationalité, ayant leur principal centre d'intérêt dans la collectivité qui établit sa balance des paiements, à l'exception des militaires en poste dans la collectivité, qui restent des non-résidents quelle que soit la durée de leur mission ;
- sont **non-résidentes** les personnes morales, quelle que soit leur nationalité, pour leurs établissements hors de la collectivité ; les forces armées, notamment les unités stationnées dans la collectivité ; les consulats étrangers dans la collectivité ; les organismes internationaux, y compris ceux ayant leur siège dans la collectivité (par exemple, Commission du Pacifique Sud). Sont également non-résidentes les personnes physiques ayant leur principal centre d'intérêt hors de la collectivité, c'est-à-dire qui y ont leur installation effective ; les militaires en poste dans la collectivité, quelle que soit la durée de leur mission.

### 3-2-2 Polynésie française / extérieur

La Polynésie française établit sa balance des paiements vis-à-vis de l'extérieur réparti entre :

- le territoire dénommé « France » (comprenant la France métropolitaine, les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte), Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon et la principauté de Monaco) ;
- « l'étranger » auquel sont assimilées les collectivités d'outre-mer de la Nouvelle-Calédonie et de Wallis-et-Futuna.

### 3-2-3 Secteurs économiques résidents

Dans certaines parties de la balance des paiements – notamment les transferts courants, investissements de portefeuille, les autres investissements –, les montants recensés font l'objet d'un classement en fonction du secteur économique auquel appartient le résident partie à l'opération. On distingue dans ce cas :

- les autorités monétaires c'est-à-dire l'IEOM ;
- les administrations publiques : collectivités locales, organismes de sécurité sociale ;
- les institutions financières monétaires (IFM) hors IEOM comprenant les établissements de crédit et toutes les autres institutions financières dont l'activité consiste à recevoir des dépôts et/ou de proches substituts des dépôts de la part d'entités autres que les IFM et, pour leur compte propre, à octroyer des crédits et/ou à effectuer des placements en valeurs mobilières ;
- les autres secteurs à savoir tous les agents économiques non inclus dans les trois secteurs ci-dessus (entreprises industrielles et commerciales, assurances, OPCVM non monétaires, ménages et institutions à but non lucratif au service des ménages).

## 3-3 Sources statistiques

### 3-3-1 Système de collecte

La collecte des données de la balance des paiements repose sur l'obligation faite à tous les résidents de déclarer à l'IEOM leurs opérations avec les non-résidents, directement ou par l'intermédiaire des banques résidentes<sup>1</sup>.

Les opérations sont généralement déclarées en termes de flux bruts, sans compensation entre les recettes et les dépenses. Toutefois, les mouvements sur les avoirs et les engagements vis-à-vis de l'extérieur de l'IEOM, des administrations publiques, des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, tout comme ceux sur les crédits commerciaux, résultent de variations entre les encours de début et de fin de période.

### 3-3-2 Agents déclarants

Les obligations déclaratives liées à la balance des paiements sont décrites dans les textes réglementaires disponibles sur le site Internet de l'IEOM à la rubrique balance des paiements : [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr).

- **Les intermédiaires financiers** (établissements de crédit, OPT, IEOM, AFD, etc.) pour toutes leurs opérations pour compte propre et pour celui de leur clientèle résidente.

- **Les administrations publiques** (Trésorier Payeur Général ; forces armées).

- **Les déclarants directs :**

- les déclarants directs généraux (DDG) : ce sont des entreprises dont le montant des opérations avec l'extérieur (via des banques résidentes ou des comptes détenus hors de la collectivité) excède au cours d'une année civile un certain seuil ;
- les déclarants directs partiels (DDP) : il s'agit des détenteurs de comptes à l'extérieur qui sont assujettis à une déclaration directe pour les mouvements initiés à partir de ces comptes, quand le total (mensuel) de leurs paiements entrants et sortants à travers ceux-ci dépasse un certain seuil ;
- les compagnies aériennes étrangères : ce sont des compagnies non-résidentes qui exercent une activité dans le territoire et qui doivent déclarer l'ensemble des règlements liés à leur activité commerciale d'escale ou de représentation, ainsi que les opérations avec leur siège social ou avec des sociétés sœurs à l'extérieur.

- **Les douanes**

Les douanes transmettent à l'IEOM via l'ISPF les données relatives aux exportations et aux importations de biens.

- **Les voyageurs**

Les enquêtes tourisme, élaborées à partir des déclarations des voyageurs quittant le territoire ou entrant dans le territoire, permettent d'alimenter la ligne « voyages » de la balance des paiements. Elles sont conduites par l'ISPF.

### 3-3-3 Les informations complémentaires

- **Le Système Unifié de Rapport Financier (SURFI<sup>2</sup>)**

Il est géré par l'ACPR (Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution) et est utilisé pour vérifier les montants déclarés par les banques concernant leurs créances et engagements vis-à-vis des non-résidents.

---

<sup>1</sup> Un ensemble de seuils permet néanmoins d'alléger la charge déclarative.

<sup>2</sup> Entré en vigueur le 30 juin 2010, il se substitue au système BAFI (Base des Agents Financiers) et permet de mieux référencer les établissements de crédit ayant une activité de crédit ou de collecte de dépôts.

## 3-4 Principales rubriques de la balance des paiements

Les rubriques de la balance des paiements sont réparties entre :

- le compte de transactions courantes, qui se divise en biens, services, revenus et transferts courants ;
- le compte de capital, qui regroupe les transferts en capital (remises de dettes, pertes sur créances, etc.) et les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits (brevets, marques, etc.) ;
- le compte financier qui se décompose entre les investissements directs, les investissements de portefeuille, les produits financiers dérivés, les autres investissements et les avoirs de réserve.

Enfin, le poste « erreurs et omissions » est un poste d'ajustement dont l'existence tient à ce que, contrairement à l'exigence d'un véritable système de comptabilisation en partie double, les enregistrements en débit et crédit dans la balance des paiements ne sont pas inscrits simultanément à l'occasion de chaque transaction mais résultent de déclarations différenciées qui peuvent générer des erreurs, des oublis ou des décalages de période.

### 3-4-1 Le compte de transactions courantes

#### 3-4-1-1 Les biens

##### ● Les marchandises générales

Cette rubrique recense les transferts de propriété de biens meubles entre résidents et non-résidents valorisés à la valeur de marché des biens à la frontière de l'économie exportatrice. Elle est alimentée à partir des statistiques douanières qui subissent un certain nombre de corrections :

- les importations, qui sont comptabilisées en valeur CAF (coût, assurance, fret), sont ramenées à leur valeur FAB (franco à bord) en cohérence avec les exportations (déclarées FAB) ; les frais d'expédition (assurances, transports) sont réaffectés aux rubriques de services appropriées ;
- les flux relatifs aux biens exportés ou importés en vue de transformation ou de réparation pour lesquels il n'y a pas de transfert de propriété sont exclus.

##### ● L'avitaillement

Cette rubrique recouvre les achats de biens dans les ports et les aéroports par les transporteurs résidents à l'extérieur et par les transporteurs non-résidents en Polynésie française tels que les carburants, provisions et fournitures. En sont exclus les services apparentés (remorquage, emmagasinage, etc.) qui s'enregistrent parmi les services de transport.

#### 3-4-1-2 Les services

##### ● Les transports

Ils sont éclatés entre les transports maritimes et aériens. Cette ligne enregistre, outre les règlements déclarés au titre de l'acheminement des marchandises et des transports de passagers ainsi que des frais associés (à l'exception de l'avitaillement), la part des frais d'expédition contenus dans les règlements de marchandises.

##### ● Les services de communication

Ils regroupent les règlements liés à des services postaux, télégraphiques ou téléphoniques, à l'utilisation de réseaux de télécommunications et à la transmission de données.

##### ● Les services de construction

Ils enregistrent les règlements relatifs aux frais de fonctionnement et bénéfices de chantiers, aux dépenses de prospection minière et de forages pétroliers conduits par des résidents à l'extérieur ou au sein de la collectivité par des non-résidents, ainsi que les achats de marchandises liés à ces travaux, lorsqu'ils sont effectués dans des pays tiers.

##### ● Les services d'assurance

Les services d'assurance comprennent les diverses formes d'assurance fournies aux non résidents par les compagnies d'assurance résidentes et *vice versa*. Ils recouvrent les services d'assurances dites directes (assurance du fret, assurance-vie, assurance dommages ou accidents, etc.) et la réassurance.

#### • Les services financiers

Il s'agit des commissions et frais perçus par le secteur bancaire ou les autres secteurs lors, par exemple, d'opérations de change, de transactions sur valeurs mobilières, etc.

#### • Les autres services aux entreprises

Ils sont décomposés en **négoce international**, **autres services commerciaux**, **locations** et **services divers aux entreprises**. Sont recensés au titre du **négoce international** les règlements nets liés aux achats de marchandises « étrangères », non importées sur le territoire douanier polynésien, puis revendues à des non-résidents, ainsi que les achats et ventes à des non-résidents de marchandises polynésiennes ne quittant pas le territoire douanier polynésien. Les **services divers aux entreprises** rassemblent les services techniques (frais d'étude et de recherche, assistance technique), les honoraires de membres des professions libérales, les frais d'abonnement et de publicité, les services administratifs entre affiliés (frais de gestion de succursales, agences, bureaux, etc.).

#### • Les services personnels, culturels et récréatifs

Ils sont subdivisés en **services audiovisuels et annexes** et **autres services personnels** et comprennent les règlements relatifs aux redevances cinématographiques, aux achats, ventes et locations de programmes de télévision et de radio, ainsi que les services rendus aux personnes non recensés par ailleurs.

#### • Les services des administrations publiques

Cette ligne recense principalement les dépenses de fonctionnement et d'investissement effectuées dans la collectivité par les forces armées, considérées comme une entité non résidente. Elle recense notamment la part des salaires des militaires consommée localement.

#### • La rubrique « voyages »

Cette rubrique retrace les dépenses des personnes physiques lors de leurs déplacements à l'extérieur.

Au crédit de la rubrique « voyages » figurent les dépenses des personnes physiques non-résidentes en Polynésie française et au débit celles des résidents à l'extérieur de la collectivité (quel que soit le motif du déplacement : voyages touristiques, voyages d'affaires, etc.). Les dépenses et recettes de transport liées aux voyages internationaux ne sont en revanche pas enregistrées sur cette ligne, mais avec les services de transport.

Jusqu'en 2007 en Polynésie française, les flux de la ligne « voyages » étaient principalement appréhendés à partir des échanges de billets de banque et de paiements effectués par carte bancaire. Depuis, ces flux sont mesurés à partir de l'enquête tourisme de l'ISPF en conformité avec la méthodologie retenue par la Banque de France pour l'établissement de la balance des paiements de la France.

### 3-4-1-3 Les revenus

Les revenus sont partagés entre **rémunérations des salariés** et **revenus des investissements**. Les **rémunérations des salariés** comprennent les salaires et traitements versés par des employeurs non résidents à leurs salariés résidents (y compris les rémunérations versés par l'Etat métropolitain à ses agents) et inversement. Les **revenus des investissements** correspondent aux recettes ou paiements afférents aux avoirs ou engagements financiers extérieurs (revenus des investissements directs, revenus des investissements de portefeuille et autres revenus d'investissements).

### 3-4-1-4 Les transferts courants

Les transferts courants sont ventilés par secteur. Les **transferts courants des administrations publiques** comprennent essentiellement les transferts courants des administrations publiques métropolitaines (notamment prestations sociales dont pensions, dotations, impôts et taxes). Les **transferts des autres secteurs** sont ventilés en deux rubriques, les **envois de fonds des travailleurs** et les **autres opérations**. Les **envois de fonds des travailleurs** reprennent les montants transférés à l'extérieur par des travailleurs résidents et *vice versa*. Les **autres opérations** comprennent des opérations de nature très diverse, parmi lesquelles : les indemnités versées et les primes reçues par des compagnies d'assurance résidentes à des non-résidents et inversement (à l'exception de la part représentative de la charge de services – commissions – répertoriée en services d'assurance) ; les dons et versements humanitaires ; les subventions et donations ; les indemnités pour rupture de contrat ; etc.



### 3-4-2 Le compte financier

#### • Les investissements directs

Les investissements directs couvrent les opérations effectuées par des investisseurs afin d'acquérir, d'accroître ou de liquider un intérêt durable dans une entreprise et de détenir (ou de liquider) une influence dans sa gestion. Par convention, on considère qu'une relation d'investissement direct est établie dès lors qu'un investisseur détient au moins 10% du capital social de l'entreprise investie.

Les investissements directs comprennent non seulement la transaction initiale, qui établit la relation entre l'investisseur et l'entreprise investie (ligne **capital social**), mais aussi toutes les transactions ultérieures entre eux et entre les entreprises apparentées (opérations de prêt, flux de trésorerie etc. ; ligne **autres opérations**). Les investissements immobiliers sont également considérés comme des investissements directs.

#### • Les investissements de portefeuille

Les investissements de portefeuille comprennent toutes les opérations « fermes » sur titres négociables entre résidents et non-résidents, achats à l'émission, négociations et remboursements, à l'exception de celles comprises au sein des investissements directs, des avoirs de réserve et des produits financiers dérivés.

#### • Les autres investissements

Ce poste englobe toutes les opérations sur actifs et passifs financiers vis-à-vis des non-résidents qui ne figurent pas sous une autre rubrique du compte financier. Il se répartit entre créances et engagements des résidents vis-à-vis de l'extérieur, puis par nature d'opérations (crédits commerciaux, prêts et emprunts, autres avoirs et engagements), enfin par secteur résident à l'origine des créances et engagements :

- **les avoirs de l'IEOM** retracent l'ensemble des transferts publics et privés avec la France métropolitaine qui s'effectuent par l'intermédiaire du compte d'opérations de l'IEOM ;
- **les engagements des administrations publiques** renseignent sur l'augmentation ou la diminution des emprunts contractés par les administrations publiques résidentes à l'extérieur de la collectivité (généralement auprès d'établissements tels que l'Agence française de développement, Dexia ou la Caisse des dépôts et consignations) ;
- **les avoirs et engagements du secteur bancaire** permettent d'observer l'évolution de la position « dépôts-crédits » du système bancaire local à l'égard de l'extérieur. Pour les avoirs, une inscription en débit correspond à une augmentation de la trésorerie placée hors de Polynésie française ou à une hausse des concours accordés à la clientèle non-résidente. Pour les engagements, une inscription en crédit traduit une augmentation des emprunts du secteur bancaire local à l'extérieur ou une progression des dépôts des non-résidents auprès du secteur bancaire local. Le solde des avoirs et engagements du secteur bancaire mesuré dans la balance des paiements peut différer de la variation de la position extérieure nette du secteur bancaire établie à partir des statistiques monétaires en raison de différences de champs (l'ensemble des avoirs et engagements du secteur bancaire – opérations interbancaires et opérations avec la clientèle – sont retracés en balance des paiements alors que les statistiques monétaires ne couvrent que les opérations interbancaires ; le secteur bancaire inclut l'OPT mais exclut les sociétés financières en balance des paiements – situées dans les « autres secteurs » - contrairement aux statistiques monétaires) ;
- **les avoirs de réserve** : l'IEOM ne détient ni stock d'or, ni avoirs en Droits de Tirage Spéciaux (DTS) et ne constitue pas de réserves auprès du Fonds Monétaire International. Le poste « avoirs de réserve » n'apparaît donc pas dans la balance des paiements des collectivités d'Outre-mer.



Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles  
et téléchargeables gratuitement  
sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr).

Directeur de la publication : Nicolas de Sèze  
Responsable de la rédaction : Pierre-Yves Le Bihan  
Editeur : IEOM  
Dépôt légal : décembre 2014 – ISSN 1762-5114

